



RECUEIL DES ENGAGEMENTS DU CANADA AUX ACCORDS ET INSTRUMENTS INTERNATIONAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

Institut interaméricain de recherches sur les changements à l'échelle du globe

CATÉGORIE DU SUJET :

Changements climatiques

TYPE D'ACCORD / D'INSTRUMENT :

Instrument international volontaire

FORME :

Forum de collaboration

ÉTAT :

Le Canada est membre de l'Institut depuis sa création en 1991.

MINISTÈRE RESPONSABLE ET MINISTÈRES PARTENAIRES :

Responsable : Environnement et Changement climatique Canada

AUTRES RENSEIGNEMENTS :**Liens Web :**

- [Site Web de l'Institut](#)
- [Secrétariat canadien de l'Institut](#)

Personnes-ressources :

[Canadian IAI Secretariat](#)
[Centre de renseignements à la population d'ECCE](#)

ÉDITION DU RECUEIL :

Octobre 2018

RÉSUMÉ EN LANGAGE CLAIR

Les humains ont pratiquement perturbé tous les écosystèmes au monde. Par conséquent, nous faisons face, au 21^e siècle, à des changements environnementaux, de l'échelle locale à l'échelle mondiale, que seuls de grands efforts et la collaboration entre les pays permettra de contrer. L'Institut appuie les données scientifiques qui aident les gouvernements et d'autres organisations à prendre des décisions sur la façon de s'adapter à ces changements mondiaux et de prévenir que de nouveaux changements se produisent. En tant que membre de l'Institut, le Canada soutient la production de données nécessaires pour résoudre les problèmes liés aux changements mondiaux dans les Amériques. Le Canada participe activement à l'Institut depuis sa création en 1991.

OBJECTIF

L'Institut est une organisation internationale régionale qui fait la promotion de la recherche scientifique et du renforcement des capacités dans le but de renseigner les décideurs dans les Amériques. Son objectif consiste à établir la meilleure coordination internationale qui soit en matière de recherche scientifique et économique sur l'étendue, les causes et les conséquences des changements climatiques dans les Amériques.

ÉLÉMENTS PRINCIPAUX

L'Institut se compose de 19 pays membres. Des représentants du gouvernement de chaque pays sont convoqués à une conférence annuelle des Parties afin de créer, d'examiner et de mettre à jour les politiques et procédures de l'Institut, de même que d'évaluer ses travaux et ses réalisations. En outre, ils approuvent les programmes scientifiques, les plans annuels et à long terme ainsi que les budgets financiers de l'Institut.

La Conférence des Parties obtient le soutien d'un conseil exécutif composé de 9 membres, du Comité consultatif scientifique, du Comité consultatif sur les politiques scientifiques et la Direction administrative de l'Institut, qui gère les programmes scientifiques de l'organisation.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le troisième programme de réseaux de recherche concertée (CRN 3), de 2012 à 2018, est en cours, avec

10 propositions de recherche approuvées portant sur les conséquences des activités anthropiques sur les écosystèmes terrestres et marins. Ces activités, qui comprennent l'agriculture, la construction de routes, l'aménagement urbain, ont des répercussions sur les écosystèmes et, au bout du compte, sur la santé humaine.

L'Institut continue également d'appuyer des séminaires et des ateliers techniques et de perfectionnement professionnel afin de promouvoir une meilleure intégration des sciences et des politiques ainsi que d'appliquer l'information scientifique sur le rendement à la prise des décisions à l'appui du renforcement des capacités dans les Amériques.

PARTICIPATION DU CANADA

Le Canada est un membre actif de l'Institut depuis sa création, occupant des postes de direction au Conseil exécutif, au Comité consultatif scientifique et au Comité consultatif sur les politiques scientifiques. Le Canada est membre du groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau plan stratégique.

Le Canada compte actuellement deux membres, qui ont été élus au Comité consultatif sur les politiques scientifiques de l'Institut : M. Javier Gracia-Garza, (directeur général, Direction générale des sciences et de la technologie d'Agriculture et Agroalimentaire Canada); et M. James Rusak, (chef de groupe, Centre des sciences environnementales de Dorset, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario).

Le Canada apporte constamment son aide financière à l'Institut (197 575 \$ par an), étant le deuxième pays qui y contribue le plus, après les États-Unis. Ce financement est destiné aux coûts d'exploitation de l'organisation. Rupa Bhawal-Montmorency (directeur général, Direction des stratégies en sciences et technologie, Environnement et Changement climatique Canada) est le point focal du Canada et le chef de la délégation de l'Institut.

Le Canada continue de jouer un rôle capital dans l'organisation en appuyant le renforcement des capacités en recherche-développement; l'élaboration de modèles et méthodes de recherche; la collaboration et la production scientifiques; et les activités transparentes.

Dans le cadre du programme de réseaux de recherche concertée CRN2, des chercheurs canadiens ont produit le plus grand nombre de publications par rapport au nombre de chercheurs participants, soit plus de 150 publications.

RÉSULTATS ET PROGRÈS

Activités

L'Université de Calgary s'est associée à l'Institut et à d'autres organisations pour accueillir un séminaire sur les *approches transdisciplinaires visant à intégrer les politiques et la science du point de vue de la viabilité*, qui a eu lieu à Calgary (Alberta) en 2017.

Dans le cadre du CRN3 (de 2012 à 2018), l'Université de l'Alberta cherche à achever son projet de recherche (dirigé par M. Sanchez-Azofeifa, directeur, Centre pour les sciences d'observation de la Terre, Université de l'Alberta), sur l'*amélioration de l'échange de connaissances en vue de la conservation et de la gestion de la forêt tropicale sèche dans les Amériques (TROPIC-DRY)*. M. Sanchez-Azofeifa a été nommé auteur principal de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) dans le cadre de l'évaluation des Amériques.

La direction du Canada au Comité consultatif sur les politiques scientifiques (SPAC) a fait avancer le dialogue entre les membres de la Conférence des Parties sur l'importance de l'intégration des politiques scientifiques. Grâce aux discussions avec les organes de gouvernance de l'Institut, le SPAC cherche à améliorer l'utilisation des connaissances produites par les chercheurs de l'Institut dans les pays membres. Il espère également collaborer avec les pays membres afin de déterminer les secteurs de travail prioritaires pour maintenir la pertinence de cette organisation. En outre, le SPAC aide à trouver d'éventuels nouveaux partenaires de l'Institut afin de diversifier les partenaires de financement de son programme de recherche.